

Note: Teresa Cruz Silva, in first presentation of her thesis emphasized role of Virgílio Lemos in urban anti-colonial movement, and was criticised by Rui Baltazar in CEA seminar.

Le sens anti-culturel de la politique coloniale portugaise

SES REFLETS DANS L'EVOLUTION DU PAYS ET SES COLONIES.

par Virgílio de Lemos



Virgílio de Lemos poète et journaliste blanc est né le 29 novembre 1929 à Laurenço Marques capitale du Mozambique. Il entre dans le journalisme en 1952. En 1960 il publie son premier recueil de poèmes « Poèmes des Temps Présents ». Ce livre fut saisi par la police politique. Accusé de collabo-

ration avec les nationalistes africains il est arrêté en octobre 1961. Durant la préparation de son procès, cinq de ses « interrogatoires » durèrent de 3 à 7 jours consécutifs, jours et nuits (torture de la statue). En décembre 1962 il est condamné à 15 mois de prison et privé de ses droits politiques pendant cinq ans.

On appela son procès « Procès des quatorze » mais les 13 co-inculpés africains furent acquittés.

Libéré après le procès car son temps de détention couvrait celui de la condamnation, Virgílio de Lemos est entré en février 1963 au comité de rédaction du quotidien portugais « Tribunas ». Surveillé constamment par la police politique il s'est exilé volontairement en janvier 1964.

En plus du livre qu'il va prochainement publier aux Editions de « Présence Africaine » à Paris sous le titre « Angola et Mozambique, Esclavage et Révolution » et dont nous sommes heureux de présenter un extrait en fin d'article, Virgílio de Lemos écrits pour plusieurs publications européennes. Nous sommes heureux et fier de pouvoir le compter parmi nos correspondants et convaincu que nos lecteurs seront particulièrement intéressés par son étude et sauront apprécier tous le courage et la lucidité de son opinion politique

Jacques Ceulemans.

INTRODUCTION.

AU Portugal, une prise de position anti-culturelle caractérise un type de mentalité spécifique, qui naquit et se développa avec le colonialisme, et fut postérieurement aggravé par l'adoption et l'influence du fascisme. A un degré plus ou moins élevé, cet esprit intoxiqua et a corrompu d'importants secteurs de classes sociales différentes. Le même phénomène a pu être observé dans les noyaux de populations à civilisation européenne vivant dans les colonies (1).

Considérons le colonialisme portugais, en ce qui concerne ses zones d'influence du passé, le Brésil et l'Etat de l'Inde, ou du présent, la Guinée-Bissau, le Cap-Vert, St. Tome, l'Angola et le Mozambique, il repose sur deux forces propulsives : la race et la ségrégation.

Au temps de l'esclavage, le colonialisme traitait l'élément humain comme simple marchandise. L'intervention internationale, surtout britannique, a réussi à ce que le Portugal y mette un terme. Cette source de recette facile étant éliminée, on opta en outre-mer pour l'exploitation du travail de l'homme noir. Ne s'intégrant pas dans la transformation sociale que traversait le reste de l'Europe avec l'industrialisation, le Portugal résolu de subsister grâce à son empire colonial.

Ses gouvernants décidèrent de maintenir le pays et les colonies dans une plate-forme inaltérable de sous-développement. Défendant la préservation des structures archaïques traditionnelles du peuple, de son culte pour les valeurs rurales, de son esprit mystique ou religieux, de ses tendances conservatrices, ils utilisèrent l'Eglise Catholique comme moyen de propagande pour la stabilité de cet esprit et ont conservé les masses ignorantes ou quasi, de façon à faciliter leurs sujétions.

Les gouvernants, hommes représentatifs des grands propriétaires fonciers pour leur profit, et plus tard simultanément pour les bénéfices des monopoles capitalistes, formés de capitaux nationaux ou étrangers (les capitaux anglais ont beaucoup dominé l'économie du pays, et ces dernières années l'influence des capitaux allemands s'accroît) ont mis en pratique leurs objectifs majeurs : *l'exploitation des masses paysannes du pays et d'outre-mer.*

La ligne générale de la politique portugai-

se, au cours de l'Histoire s'est maintenue en « immobilisme social, économique et politique ». Pour les colonies, on peut dire qu'en politique africaine, tant le texte des lois que leurs applications furent dominées par le conservatisme. Entre elles, la Législation de Sá de Bandeira de 1830, le Règlement pour les contrats des travailleurs indigènes et des colons dans les provinces d'Afrique (1878), le Règlement du Code du Travailleur Noir (1899), la Législation de 1911, le Règlement de 1914, le Code d'Assistance à l'Indigène de 1921, la Charte Organique de l'Empire Colonial de 1930, suivent les coordonnées traditionnalistes, dominées par le culte de la suprématie blanche et de la civilisation européenne et, par voie de conséquence, l'infériorité du noir et de la civilisation bantu.

Antonio Ennes, qui fut Commissaire du Roi au Mozambique, auteur du Rapport sur la colonie de 1893, et d'autres colonialistes de sa génération comme Freyre d'Andrade, Ires de Ornelas, Eduardo Costa et Paiva Couceiro, considérés à cette époque comme des réformateurs de principes libéraux (le libéralisme philosophique et économique est venu de l'étranger), ont mis en évidence dans leurs réformes, qui influencèrent la législation d'outre-mer de la République parlementaire et de la Dictature, un type de mentalité traditionnaliste. Cependant, ces derniers défendirent le maintien du travail forcé parmi les Africains et furent racistes.

N.B. La fusion ethnique et culturelle n'a pas eu de reflets predominants et durables dans les structures sociales des colonies. En effet, elle n'a qu'un caractère accidentel et temporaire (2). La pratique « d'assimilation » a touché à peine l'éducation d'une petite élite, éventuellement utilisable contre l'éveil des sentiments nationalistes. Cependant, sauf quelques exceptions, l'élément « assimilé » continuant à se débattre dans la vie pratique avec les mêmes difficultés de sa condition d'« indigène » et ne bénéficiant pas économiquement et socialement des privilèges des citoyens blancs, n'a pas été absorbé par la bourgeoisie coloniale des centres urbains ou commerciaux.

Cette politique d'« intégration » a été un dénominateur commun au colonialisme classique et fut employée avec intelligence et de meilleurs résultats pratiques par le colonialisme britannique et français. Les élites africaines créées par ces pays, selon les formes

(1) La population de civilisation européenne englobe les blancs, les métis, les noirs « assimilés », les Chinois et les Indiens.

(2) La population métis de l'Angola a évolué de la façon suivante : 1900-7.000 ; 1910-9.500 ; 1930-13.500 et 1960-53.392. Il y avait en Angola en 1960, environ 172.529 blancs et 4.604.362 noirs.

de cultures européennes ont servi d'éléments retardateurs du processus historique d'émancipation des peuples africains, et ont ouvert le chemin au néo-colonialisme. Leurs zones d'influence politique et économique, après l'indépendance, et dans la majeure partie des cas, se sont développées avec le maintien des anciens préjugés pour la masse des travailleurs africains qui ont un niveau de vie très bas.

Nous considérons nécessaire cette introduction, où brièvement nous traçons les lignes générales du phénomène colonial portugais. Elle permettra une compréhension meilleure des reflets dans le processus culturel au Portugal et dans ses colonies.

Nous avons trouvé important de souligner que les changements politiques dont le Portugal a souffert, Monarchie jusqu'en 1910, République 1910-1926, Dictature Corporative et Fasciste 1926 à nos jours, n'ont, dans différentes périodes de son Histoire, pas donné lieu à des modifications profondes dans ses structures sociales et économiques. En résumé, aucun bénéfices au point de vue social, économique et politique n'a amélioré la situation des plus larges et représentatifs secteurs de la population blanche dans le Portugal continental et insulaire (Açores et Madeira) et de la population noire dans ses colonies.

L'industrialisation du pays, à partir de 1950, correspondant à l'intégration au capitalisme européen (bien que vérifiée à une échelle réduite), pourrait créer à long terme une masse ouvrière avec un niveau de vie supérieur à celui du paysan (travailleur agricole salarié, en général), politiquement conservatrice et utilisable par le régime. (C'est le cas des masses ouvrières à S. Paulo, Rio de Janeiro et Belo Horizonte, au Brésil). Mais un jugement objectif sur la pensée des différentes classes sociales au Portugal et dans ses colonies n'est pas possible à l'heure actuelle, parcequ'elles ne disposent pas des moyens d'expression légaux pour se faire entendre.



On peut considérer que ce fut à partir de la Guerre Civile Espagnole (1936-1939) que la littérature portugaise a subi l'influence du courant néo-réaliste. Les premières manifestations se découvrent dans les revues *O DIABO* (1934-41), *O SOL NASCENTE* (1937-1940) et dans la revue *VERTICE* (fondée en 1939 et qui existe toujours). Ce courant manifestait la préoccupation d'intellectuels par la réalité sociale et politique du pays. La littérature portugaise entraînait ouvertement dans une période importante de son histoire, dans laquelle étaient traités les problèmes du peuple des différentes régions du pays.

Parmi les premiers écrivains qui s'imposèrent dans ce courant on peut citer Ferreira de Castro, Alves Redol, Manuel da Fonseca, Pereira Gomes, Fernando Namora, José Cardoso Pires, Abel Salazar, Alves Feijo, Alvaro Cunhal, Piteira Santos, F. Tenreiro et d'autres.

Une des caractéristiques de la politique du régime de Salazar fut l'obstruction et le contrôle répressif de l'évolution culturelle des masses. La dégradation des moyens d'enseignement et l'épuration dans le corps enseignant (Manuel Valadares, Aniceto Monteiro, Abel Salazar, M. Azevedo Gomes, Pulio Valente, Egas Moniz, Bento de Jesus Caraça, Antonio Jose Saraiva, Magalhaes Godinho, pour en nommer quelques uns), la restriction à l'accès de l'enseignement secondaire et universitaire, la censure de l'information, des arts et de la pensée, contribuant au conditionnement du progrès culturel et économique du Portugal.

C'est contre toute cette série de limitations au progrès, contre les plus incroyables et intolérables formes de violations des Droits de l'Homme que les intellectuels, étudiants et ouvriers déjà politisés réagissent en utilisant, pour certains, les moyens légaux qui sont accessibles, pour d'autres, les moyens clandestins.

Mais, si dans le champ des publications, le gouvernement se montrait moins sévère, en dépit de la saisie de certaines œuvres d'auteurs nationaux ou étrangers, la rigueur est retombée surtout sur la presse. L'existence de la censure préalable conditionne la communication entre les écrivains et les masses, tentées à travers les « pages ou suppléments littéraires » des principaux journaux. L'information fournie par les agences de presse (Lusitania, Agencia Nacional d'Information-ANI) révèle une adultération machiavélique du sentiment des événements importants internationaux et même nationaux et ces derniers temps *sur l'évolution de la guerre coloniale*.

Le gouvernement croyait pouvoir contrôler l'influence de la littérature sur les masses. Le Portugal a une population qui atteint les 9 millions et même si un livre arrive à être réédité six fois, il n'atteint que 17.000 ou 20.000 exemplaires. (C'est le cas de Fernando Namora, Aves Redol, Aquilino Ribeiro, Miguel Torga, Jose Cardoso Pires et d'autres). Si en 1963, environ 40 % de la population adulte du pays ne savait pas lire, on peut s'imaginer exactement les limitations de cette influence. Ainsi s'explique la publication et la circulation d'œuvres néo-réalistes portugaises ou étrangères (brésiliennes, françaises et italiennes surtout) décrivant la vie misérable des paysans, des mineurs, des ouvriers et de la moyenne ou petite bourgeoisie des centres urbains.

X Un des faits qu'il convient de mentionner est que le problème colonial des territoires portugais est inexistant dans l'œuvre des néo-réalistes, Castro Soromenho étant Angolais d'adoption. Seul en 1964, Alves Redol, qui a vécu en Angola, a abordé presque schématiquement dans une des nouvelles de son livre « Historias Afluentes » le problème des relations entre un colon blanc et une femme africaine.

Même la presse ou les revues, considérées en opposition à la politique nationale du régime, avaient jusqu'à peu de temps (1961) une orientation de type colonialiste, car les groupes financiers qui les soutiennent sont liés directement ou indirectement à l'exploitation des produits coloniaux (par exemple le cas de O Primeiro de Janeiro-Porto).

Une analyse du contenu des revues comme Seara Nova (fondée en 1921 et qui est toujours publiée), pour le moins jusqu'à la mort d'un de ses propriétaires et directeur, Camara Reys, et « Vertice » (3), démontrera que les intellectuels qui y collaboraient, souffraient à des degrés différents du même esprit colonialiste qu'on peut considérer comme affectant de très larges secteurs de toutes les classes sociales du pays.

N.P.
1956

Sur le point de vue politique, cette assertion est valable et caractérise tous les secteurs de l'Opposition portugaise (Républicaine, Libérale, Catholique, Démocratique et Monarchique). Ce ne fut qu'à partir de 1956 que fut modifiée la politique colonialiste du P.C.P. (Parti Communiste Portugais) après l'approbation d'un rapport de G. Sena, et d'une intervention éclaircissante d'Amílcar Cabral, sous le pseudonyme de Abel Dassy, et de Vasco Cabral, chargé des relations du parti avec l'outre-mer. Actuellement, les deux sont dirigeants responsables du P.A.I. G.C. (Parti Africain de l'Indépendance de la Guinée et du Cap-Vert).

Le mouvement anti-culturel portugais, aggravé par les problèmes spécifiques du colonialisme, a eu des incidences particulières dans toutes les colonies. Si bien que dans les derniers temps de la Monarchie portugaise (entre 1860 et 1910) (4), déjà des courants défenseurs d'une culture à racine angolaise étaient effervescents. Ce fut à partir

(3) Revue « VERTICE » - Coimbra : la constatation peut se faire, par exemple, à travers le numéro de juin 1952, dédié entièrement à l'outre-mer portugais.

(4) Une étude sur les mouvements nationalistes africains des colonies portugaises dans la période 1860 et 1930, écrit par Alfredo Margarido, sera publié prochainement dans la revue « Présence Africaine » (Paris).

de 1910 jusqu'en 1926 et 1930 que dans les journaux comme « O Angolense » (Luanda) et le « O Direito » (Luanda) l'action des éditorialistes comme Cordeiro da Mata, Tadeu Bastos, Paixao Franco, Assis Junior devenaient notoires en défendant les droits des travailleurs et du peuple angolais et en revendiquant une justice égale pour tous, sans discrimination de races.

Le climat de tension sociale, qui a résulté de cette campagne tendant à favoriser l'accès à l'indépendance du territoire (comme au Brésil) alerta les gouvernants qui prirent immédiatement des mesures répressives pour éliminer ses effets. Déjà en 1889, il apparut en Angola, un journal intitulé « Muene-Xi » en « Kimbundu », et un autre annoncé pour 1888 a été publié finalement à New York en 1896, aussi en « Kimbundu » sous le titre de « Kamba dia Ngola » (L'Ami de l'Angola).

A St. Tome et Principe, le journal « A Verdade » (La Vérité) a été interdit en 1921 et il arrivera la même chose à la « Liga Africana », présidée par Jose Gamboa qui a été persécuté par la population blanche, désireuse d'éliminer cet intellectuel.

En Angola (Luanda) le journal « O Angolense » a fini par être interdit par le Haut Commissaire, Norton de Matos, en 1921, et son matériel typographique vendu aux enchères. Ce politicien qui s'inspira du Rapport sur l'Angola écrit par Paiva Couceiro, pour gouverner le pays, est responsable de la suppression des principaux journaux indépendants d'Angola. Il est de plus le grand théoricien de la colonisation, dont les suggestions publiées dans des revues comme « Seara Nova », ont été adoptées par Salazar et d'autres colonialistes portugais à partir de 1933.

Au Mozambique, le journal « O Africano » (L'Africain), publié en portugais et xi-ronga, fondé par Jose Albasini à son retour de Lisbonne en 1911, a été interdit en 1920. Il faisait écho des revendications des masses africaines et avait une large diffusion entre les travailleurs du Mozambique en service dans les mines du Transvaal (Afrique du Sud). Ses collaborateurs se sont réunis autour du « O Brado Africano » (Le Cri Africain) fondé en 1918, journal qui dénonçait le climat d'injustice sociale qui régnait alors. Les journalistes les plus en évidence furent Joao et Jose Albasini, Estacio Dias, Nicanor da Silva, Guidione de Vasconcelos, Gastao et Antonio da Silveira et Rui de Noronha.

La plupart des journaux ont eu une existence précaire, limitée à quelques numéros

(5) La revue « Seara Nova » a changé son orientation en ce qui concerne la politique coloniale, à partir de 1961 et la revue « Vertice » à partir de 1956.

de publication. Par exemple, l'« Imprensa », de Lourenço Marquês, en 1926, s'est insurgé contre la « Loi de la Presse du 3 septembre 1926 ». Le journal « A Luz » (La Lumière) a publié six numéros, manifestant contre l'Evêque de Augusta, D. Rafael de Assunção, car il avait aidé la fondation d'une école privée, ségrégationniste, le Colegio Europeu, où seulement des élèves blancs ont été admis.

Faire une consultation des journaux publiés à l'époque, permettrait une documentation intéressante et riche, et constituerait un témoin de la thèse d'une colonisation basée sur la race et la ségrégation, de sens anti-culturelle.



Considérant le cas de la littérature africaine d'expression portugaise, certains se demandent si la littérature des colonies portugaises forme un corps culturel homogène, c'est à dire, si elle possède un modèle uniforme de culture comme il existe dans les pays à sociétés stables, même si ces dernières n'appartiennent pas aux groupes de sociétés modernes, comme c'est le cas de l'Espagne et du Portugal.

D'autres défendent la thèse que seulement le Cap-Vert et l'Angola peuvent se considérer déjà comme corps culturels homogènes, et si on applique au Mozambique les mêmes critères de jugements, il ne doit pas être exclu.

Pour nous, et nous l'affirmons avec toute la responsabilité dans laquelle cette affirmation nous engage, la thèse n'est valable à l'heure actuelle qu'au Cap Vert, où il nous semble y avoir un corps d'homogénéité culturelle. On notera que le Cap-Vert est un archipel de 4.033 km² qui avait en 1960 environ 201.549 habitants (presque la totalité métisse) et bien que la langue portugaise soit comprise par tous, la langue courante est le « créole ». La population est un produit hybride née des croisements des premiers marchands européens (portugais, français, espagnols, hollandais, etc...) avec des esclaves originaires de Guinée.

Mais on ne peut pas parler d'une culture homogène en Angola et Mozambique, en prenant comme base la littérature africaine d'expression portugaise. Précisément le colonialisme fut un mouvement contraire au développement de la culture ; non seulement de la culture européenne, mais aussi de la culture des peuples africains. Il n'a pas permis la formation d'un corps culturel vivant et uniforme dans ses territoires, où l'économie dépend toujours de l'exploitation quantitative des produits coloniaux, et en conséquence, comme nous l'avons déjà sou-

ligné, du travail forcé des majorités africaines.

Dans son étude « The Social and Economic Background of Portuguese Negro Poetry », publiée par la revue « Diogenes » n° 37, Paris, Alfredo Margarido affirmait qu'« en Angola et le Mozambique l'apparition des langues ou dialectes dérivés du portugais est un phénomène moins fréquent. On rencontre rarement, affirme-t-il, des formes linguistiques qui sont le résultat du contact de la langue portugaise avec les langues africaines ou dialectes, excepté dans des petits îlots localisés dans les centres urbains. »

Il nous paraît, cependant, à l'examen de toutes les différenciations du champ culturel que ni l'Angola ni le Mozambique ne forment déjà des Nations, des blocs homogènes ou soient possesseurs d'un modèle uniforme de culture.

On pourrait dire que les premiers symptômes d'un sentiment national se trouvent déjà dans ce qu'on appelle l'angolanité ou la « mozanbicanité » dans la littérature africaine d'expression portugaise. On pourra même affirmer que le chemin est tracé, mais le phénomène n'est pas encore réalisé. La propre révolution qui engage actuellement ces peuples témoigne que la Nation se formera dans l'avenir. L'engagement de ces intellectuels à travers la littérature ou allant même à prendre position à côté du peuple dans la révolution armée en est un autre élément confirmatif.

L'indépendance ouvrira les grandes routes pour une Nation avec un corps culturel uniforme. Le même phénomène s'est produit au Brésil.

On pourrait se demander s'il existe dans la littérature angolaise des œuvres originales, authentiques qui reflètent la vie culturelle des peuples de langue nbundo, kimbundu, kikongo, nganguela. Serait-ce que le phénomène linguistique, qu'on trouve dans l'œuvre de Luandino Vieira, Antonio Jacinto, Antonio Cardoso, Viriato Cruz, Agostinho Neto, où une nouvelle langue, fusion du kimbundu et du portugais est employée (l'angolais de l'avenir ?) soit assimilable à l'échelle de l'ensemble du territoire ?

Nous croyons que la réalité s'approche de l'affirmation faite par A. Margarido, limitant le phénomène dans les îlots localisés dans les centres urbains. Et combien d'îlots de ce genre ne pourrait-on trouver dans les villes de l'Angola, comme Luanda, Lobito, Benguela, Mossamedes, Nova Lisboa, Malange ou Silva Porto ?

La même affirmation est valable quant au Mozambique. Le même phénomène linguistique se découvre dans les productions littéraires de Rui Nogar, José Craveirinha,

N.B.

Noemia Delgado né d'une fusion du portugais et du xi-ronga, langue parlée dans les environs de Lourenço Marques, la capitale.

Dans quelques « îlots » localisés aux zones urbaines, on retrouve le même phénomène. On peut citer les centres urbains du pays, qui n'atteint pas une douzaine : Lourenço Marques, Joao Belo, Inhambane, Beira, Vila Pery, Quelimane, Tete, Mozambique (ille), Nampula, Nacala, Porto Amelia, Vila Cabral.

Ainsi les productions littéraires qui révèlent ce sentiment nationaliste, la « mozam-

bicainite » est presque localisée dans les œuvres d'écrivains du sud du pays, d'une culture hybride, fusion de sentiments rongas et portugais.

On n'a pas traduit sous la forme littéraire les langues hybrides qui peuvent être née de la fusion de la langue portugaise avec le shangane, le chope, le sena, le tswa, le makwa, le tswabu ou le swahili pour ne citer que les principaux. La littérature du Mozambique n'a pas encore donné ce qui est caractéristique à la culture de chaque peuple de ces langues.

LA CRISE ACTUELLE (1965).

Avec une guerre coloniale, établie en trois zones différentes de l'Afrique — Guinée-Bissau, Angola et Mozambique — et absorbant la plupart des ressources économiques du pays et les emprunts privés ou non de l'étranger, le Portugal traverse une grave crise.

Le même phénomène historique, qui a donné tant de soucis à la France et à l'Angleterre, qui ont été obligés à prendre une solution tout à fait logique, en donnant l'indépendance à leurs colonies, bouleverse depuis quelques années le Portugal.

Mais en disant défendre la politique de l'Occident et sa culture, en essayant de retarder le courant de l'Histoire, le gouvernement portugais continue à défendre la théorie d'une seule Nation, englobant ses colonies, précisément parce que le moment est à la crise, car surtout en Guinée-Bissau et au Mozambique, les pertes de l'armée portugaise s'élèvent déjà à plus de 1.200 hommes, contrairement aux rapports officiels dernièrement publiés à Lisbonne.

L'attribution du Grand Prix de la Nouvelle 65, à l'écrivain angolais de race blanche, Luandino Vieira, par la Société Portugaise des Ecrivains, a vraiment permis, une fois de plus, de témoigner combien le gouvernement de Salazar a peur de la culture.

Les forces monopolistes qui continuent à profiter largement d'une économie coloniale et les bénéficiaires du régime, ont forcé le gouvernement à prendre des mesures répressives.

A la dissolution de la S.P.E. suivie de l'arrestation de trois membres de son jury, les intellectuels ont immédiatement répondu. Deux cents personnalités du monde culturel portugais ont opposé leur signature au bas d'un manifeste adressé au Ministre de l'Education. Cette réaction venue de l'intérieur, renforcée par les protestations et le soutien apporté par les intellectuels de nombreux pays étrangers, a forcé le gouvernement à

revenir sur sa décision. Manuel da Fonseca, Augusto Abelaira et Pinheir Torres ont été libérés. Il ne fait pas de doute que les étudiants et les intellectuels portugais — représentants légitimes de la culture du pays — sont appelés à vivre des heures difficiles, maintenant qu'ils ont refusé de se soumettre aux exigences d'un régime et qu'ils ont opté pour l'action politique.

La presse gouvernementale s'est fait l'écho de suggestions allant dans le sens d'une lutte contre les intellectuels ; elle a fait état de son vœu « d'épuration » des milieux culturels, comme les rédactions et les collaborateurs de certains journaux, les maisons d'édition, les importateurs et distributeurs de livres et revues, etc. Elle s'insurge contre l'influence croissante des intellectuels auprès des masses populaires, jugée nocive. Le gouvernement a préparé ainsi l'opinion publique à une nouvelle et violente offensive contre l'intelligentsia portugaise. Et après quelques semaines, ils ont déclenché la répression. La presse internationale a signalé l'assaut aux maisons d'édition, la saisie des livres d'auteurs portugais ou étrangers, la menace d'établir une censure préalable sur les livres.

L'avenir paraît sombre : responsable d'un pays qui traverse une grave crise morale et sociale, profondément isolé et coupé de son peuple, le gouvernement portugais n'a d'autre issue que de se retrancher derrière ses mercenaires recrutés dans les milieux les plus divers. C'est avec cette armée « d'ultras » ou « centurions » qui se déclare prête à défendre les valeurs culturelles portugaises et occidentales contre le « communisme » qui, à son avis, domine l'intelligentsia portugaise, angolaise, mozambicaine et les dirigeants des mouvements africains de libération, que le gouvernement de Salazar livrera sa grande bataille.

A Luanda, capitale de l'Angola, les autorités portugaises ont déclenché une campagne contre le secteur progressiste des intel-

lectuels, blancs ou africains, qui se montrent hostiles à la politique africaine de Salazar. Ils ont fermé la Société de Culture Angola, nommé une commission administrative ayant la confiance du gouvernement pour diriger l'ANANGOLA (Association des Natifs de l'Angola), et arrêté Brandao Estrela et Eng. Rodés, dirigeants culturels. La police politique a commencé une enquête contre le Dr. Eugénio Ferreira et le Dr. Antero Abreu, membres des jurys littéraires qui avaient attribué des prix littéraires en 1963 et 1964 aux nouvelles de Luandino Vieira, écrites à la prison civile de Luanda avant que l'écrivain ne soit transféré aux îles du Cap Vert, à Chao Bom. Là on trouve aussi d'autres intellectuels angolais comme Antonio Cardoso et Antonio Jacinto, à côté de centaines de travailleurs africains.

Au Mozambique, précisément dans sa capitale Lourenço Marquês, la PIDE lança en janvier dernier une offensive spectaculaire contre l'intelligentsia du pays. En dépit de la dénonciation vigoureuse de ces faits dans la presse anglaise, française et italienne, les intellectuels, cette fois, furent maintenus en prison. Parmi eux, Luis Bernardo Honwana, qui figure dans l'anthologie « Modern African Prose » de Richard Rive, publiée par Heinemann Educational Books Ltd. (London), Malangatana Govenha, peintre et poète publié dans « Black Orpheus » (Nigeria, Ibadan) et dans « Poems from Black Africa » de Langston Hughes, Rui Nogar, journaliste et poète, Joao Reis, éditeur et journaliste, Jose Craveirinha, un poète qui figure dans l'anthologie « Modern Poetry from Africa » édité par Penguin Books, Domingos Arouca, avocat et essayiste, Daniel Magaia, comédien et bien d'autres encore.

Jusqu'en 1960, l'activité des intellectuels mis à l'écart par le gouvernement, s'était limitée à la publication de leurs travaux, dont la divulgation était d'ailleurs limitée à une partie restreinte de la population de culture européenne. Mais, depuis cette date, un phénomène nouveau s'est produit au Mozambique : d'une part, grâce au rôle de plus en plus important qu'ils ont joué auprès des sections culturelles des nombreuses associations régionales telles que l'Association des Noirs, l'Association Africaine, l'Association des Natifs du Mozambique, et, d'autre part, à travers leurs articles dans certains quotidiens comme « Tribuna », « Diário de Mozambique » ou « A Voz Africana » (Beira), un lien profond s'est établi entre la population de culture bantou vivant à côté des centres urbains et eux-mêmes. (Un phénomène identique s'est passé de 1947 à 1952 à Luanda). Il va sans dire que les autorités ont vu d'un très mauvais œil cette évolution, d'autant plus que des contacts directs ont été pris par les intellectuels avec la popula-

tion bantoue dans des districts comme celui de Lourenço Marques, Gaza, Inhambane et Manica e Sofala (Beira) au centre du pays. Pour pallier à cette situation, le gouvernement a remplacé plusieurs directeurs de ces associations par des « commissions administratives » chargées de rétablir un ordre qui risquait d'être compromis par une prise de conscience, considérée comme dangereuse par les autorités.

Dans les colonies, le progrès culturel ne varie pas proportionnellement au progrès économique ou matériel. De même l'accès à la culture est réduit à un secteur minimum de la population. La conséquence de toutes ces limitations et du climat social où s'accroît un manque de respect pour les valeurs fondamentales de l'Homme, est que l'intellectuel conscient fait son devoir en dénonçant l'angoisse qui domine la vie quotidienne du peuple. Un peuple qui ne dispose pas des moyens matériels pour exprimer son désaccord avec le « statu quo ».

Mais, si la note prédominante dans la littérature africaine d'expression portugaise traite de thèmes liés aux problèmes généraux, il existe des intellectuels qui suivent le courant purement esthétique, presque tous éloignés du problème africain. A de rares exceptions près, ce sont des Européens enracinés dans les colonies, de formation colonialiste, comme c'est le cas en Angola, de Reis Ventura, Ferreira da Costa, Oscar Ribas, Agnelo Oliveira, Lagrifa Fernandes, Mesquitela Lima et, en Mozambique, de Montezuma de Carvalho, Rodrigues Junior, Nuno Bermudes, Guilherme de Melo, Fernando Carneiro, Pereira de Lima et d'autres.

Les intellectuels « mozambicains », noirs et blancs ou métis défendent les valeurs de la culture bantou sur un pied d'égalité avec les valeurs de la culture européenne. Les autres défendent la suprématie de la culture européenne et de la race blanche. Parmi ceux-ci se trouvent des éléments de formation libérale ou démocratique, défenseurs de la liberté d'expression et de la liberté individuelle, mais seulement comme privilège de la population de civilisation européenne.

Dans l'actuelle conjoncture politique, ceux-ci défendent la politique africaine de Salazar. C'est la ligne politique de la majorité de l'Opposition Démocratique Portugaise; dans les grands centres urbains des colonies, bénéficiaires d'une législation qui a été mise en vigueur par un régime fasciste qui défend les privilèges de la population de civilisation européenne. Cette soi-disant opposition défend le maintien de la souveraineté portugaise, même au prix d'une guerre dégradante.

Le moment historique que le Portugal traverse est étroitement lié à l'avenir de ses colonies, particulièrement à partir de 1961 (année du déclanchement de la guerre en Angola) les intellectuels portugais, et les hommes les plus représentatifs de sa littérature moderne ont pris publiquement une position en relation avec les problèmes du colonialisme. C'est ce même problème avec ses reflets profonds dans la vie sociale et économique du pays qui leur permet de raviver leur position contre les idéologies fascistes. Au Portugal, les intellectuels ont dénoncé clairement la guerre coloniale, dé-

fendu l'indépendance des colonies en se solidarisant avec les intellectuels de l'outremer, victimes des mêmes conditionnements, aggravée par les problèmes spécifiques du colonialisme.

Mais au-delà des conditions précaires dans lesquelles se développent l'activité créatrice, communes aux sociétés sous-développées et au thocratisme d'un régime fasciste, qui affectent ses structures sociales, dominées par l'immobilisme, actuellement sont en jeu des valeurs d'ordre culturel et moral qui doivent être résolues selon une orientation humaine et universaliste.

Ci-après un court extrait du livre « Angola et Mozambique Esclavage et Révolution » que vont publier très prochainement les Editions « Présence Africaine » à Paris.

« Si la bourgeoisie coloniale — minoritaire — a défendu dans le passé une indépendance à l'égard de la métropole, sous le contrôle exclusif des blancs, par contre, à partir du moment où elle s'est rendue compte que l'éveil d'une conscience revendicatrice, de type nationaliste, était un phénomène irréversible et gagnait les Africains des territoires portugais, elle s'est mise à défendre la « politique indigène » du gouvernement et du capital monopoliste qui le maintient au pouvoir.

» Cette bourgeoisie défend même la thèse de l'intégration du Mozambique (du Zambèze au Sud) à l'Afrique du Sud, car elle croit qu'un éventuel gouvernement démocratique au Portugal, pourrait accorder l'indépendance au dirigeants africains du pays. Le « patriotisme » portugais, si exalté dans la presse du régime, est un mot utilisable avec un vrai sens d'opportunisme, et facilement oublié quand les intérêts économiques ou humains sont en jeu.

» Les mesures légales, promulguées à partir de 1961, avaient pour objectif principal d'accroître le nombre des « compromis » au sein de la population africaine, pour qu'ils puissent servir de soupape de sûreté au milieu de la tension entre la population considérée comme « civilisée » et celle qui est dite « non-civilisée ». Mais, le phénomène qui se produisit en 1954, après l'octroi aux Africains du droit à l'« assimilation », à savoir

que les organismes patronaux se refusèrent à payer aux Africains « assimilés » les mêmes salaires qu'aux Européens, allait se répéter à partir du 8 septembre 1961. Les patrons se réunirent et firent pression sur le gouvernement local, pour que la loi ne soit pas appliquée, étant donné que leurs bénéfices ne leur permettraient pas de supporter la charge constituée par une amélioration générale des salaires. Les salariés appartenant à la *classe de transition* seront englobés dans l'organisation corporative du régime. Les solutions trouvées par le gouvernement pour remédier à ces maux sont toujours simplistes. On créera de nouvelles catégories professionnelles, qui permettront l'intégration de ces salariés africains, mais on ne leur donnera que des salaires de 65 à 80 % inférieurs à ceux qui sont en vigueur pour les Européens, à *capacité égale*, mais inscrits dans une catégorie professionnelle supérieure.

» Naturellement, les « demi-citoyens » se rendaient compte de ces anomalies, et cela ne pouvait qu'accentuer le processus de décomposition du système en vigueur et accroître le nombre de mécontents. Ainsi, la loi provoqua une situation contraire à celle qu'avait prévue le législateur. La nouvelle classe sociale tend à défendre la position des grandes masses laborieuses constituées par les paysans et jamais ne se mettra du côté des minorités privilégiées. »

Virgilio de Lemos.

